

I - RESUME

Sur les conseils d'une association, la requérante, en instance de divorce et mère de 2 enfants (5 ans et demi et 8 ans) conteste la validité et la fiabilité d'un certificat rédigé par une psychologue à la demande de son mari un mois après qu'elle ait initié une procédure de divorce.

C'est seulement le jour de l'ordonnance de non-conciliation qu'elle a eu connaissance de ce document qui fait état « de relations ambiguës des deux enfants avec leur grand-parents maternels » et de conduites exhibitionnistes de la part du grand-père. La psychologue y recommande une expertise médico-psychologique « avec l'écoute des grands-parents ». Par la suite, ce certificat a été joint au signalement fait au procureur à la demande du mari.

La requérante estime que l'avis de la psychologue concernant les faits attribués au grand-père et « l'état psychologique » de ses enfants n'est pas conforme à la réalité et pense que cette dernière s'est contentée de rapporter ce que lui avait dit son mari « sans prendre la peine de vérifier ».

Ensuite, à sa propre initiative, la requérante a rencontré avec ses deux enfants la psychologue qui lui a alors remis un autre certificat dans lequel elle renouvelle son indication d'expertise « médico-psychologique des enfants avec l'écoute des grands-parents ». Lors de ces deux rencontres, la psychologue a entendu chacun des enfants seuls. Précisant que l'avocat du père est un collègue du mari de la psychologue, la requérante estime que cette dernière a fait un « certificat de complaisance ».

Elle interroge la commission : « j'aimerais savoir si vos études vont permettre à des personnes dans mon cas de se défendre et de faire en sorte que de tels agissements malhonnêtes ne puissent pas se produire. »

Elle joint au dossier les deux certificats rédigés par la psychologue, le rapport d'expertise psychiatrique des parents, grands-parents et enfants, la lettre de signalement au Procureur émanant de l'avocat du mari, le procès verbal des auditions de chacun des membres de la famille dans le cadre de l'enquête de police et le procès verbal de synthèse préliminaire de l'enquête qui clôture la procédure en l'état.

II -AVIS

La commission ne se prononce pas sur le fait que cette psychologue ait pu manquer de discernement dans l'évaluation des risques de cette situation qui implique des mineurs. Elle ne peut dire si cette professionnelle a été, comme le soutient la requérante, « manipulée » par le père des enfants et a fait « un certificat de complaisance ». Elle n'a, en effet, pas vocation pour répondre aux questions qui ne relèvent pas de la déontologie. Aussi, sur la base de ce témoignage, la commission se prononce uniquement sur les éléments du dossier qui concernent le respect des règles de déontologie par la psychologue :

- 1- Procédure de demande d'expertise
- 2- Absence d'information de la mère concernant le certificat rédigé par la psychologue et remis au père
- 3- Forme et contenu du certificat de la psychologue remis au père.

1- Procédure de demande d'expertise

La psychologue a fait preuve de prudence et de professionnalisme en proposant une expertise puisque les faits lui paraissaient graves et touchaient des mineurs. En cela, elle s'est conformée à l'Article 9 qui stipule : *Dans toutes les situations d'évaluation, quelque soit le demandeur, le psychologue rappelle aux personnes concernées le droit de demander une contre-évaluation.* Si elle n'a pas fait elle-même un signalement, elle a choisi de conseiller qu'une expertise soit faite par un confrère, ce qui est conforme à la déontologie.

2- Absence d'information de la mère sur le certificat rédigé par la psychologue

Dans de précédents avis, la commission a estimé souhaitable d'étendre, même lorsque la psychologue n'est pas en situation d'expertise judiciaire, l'Article 9 du Code « *dans les situations d'expertise judiciaire, le psychologue traite de façon équitable avec chacune des parties* » pour les attestations, concernant des enfants, produites dans un conteste de litige parental sur la garde d'enfants.

Toutefois, dans cette situation particulière où il y a suspicion d'abus sexuels sur mineurs et où les conflits entre les parents sont aigus, comme le soulignent tous les écrits remis à la

commission par la requérante, la psychologue a pu évaluer en toute conscience de la conduite à tenir et s'est ainsi conformée à l'Article 13 qui dit « *Dans le cas particulier où ce sont des informations à caractère confidentiel qui lui indiquent des situations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité psychique ou physique de la personne qui le consulte ou à celle d'un tiers, le psychologue évalue en conscience la conduite à tenir, en tenant compte des prescription légales en matière de secret professionnel et d'assistance à personne en danger.* ».

3- Forme et contenu du certificat de la psychologue remis au père

Sur le plan formel, la commission note que l'attestation répond aux exigences de l'Article 14 du Code : « *Les documents émanant d'un psychologue (attestation, bilan, certificat, courrier, rapport, etc.) portent son nom, l'identification de sa fonction ainsi que ses coordonnées professionnelles, sa signature et la mention précise du destinataire* ».

Concernant l'existence de liens personnels entre l'avocat du mari et la psychologue, la commission estime qu'en acceptant de rencontrer le père et les enfants, cette professionnelle ne contrevient pas à l'Article 11 qui rappelle « *le psychologue n'engage pas d'évaluation ou de traitement impliquant des personnes auxquelles il serait déjà personnellement lié* ». En effet, la commission estime que cette professionnelle ne peut être considérée comme personnellement liée au mari de la requérante.

Sur le plan du contenu, certaines des affirmations de psychologue manquent de prudence. Par exemple, à propos du garçon de 5 ans et demi, elle écrit « *il a une sexualité trop importante pour son âge* » ou encore, les deux enfants « *n'ont pas le sens des limites* ». Ici, la psychologue contrevient à l'article 19 qui précise : « *Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives sur les aptitudes ou la personnalité des individus, notamment lorsque ces conclusions peuvent avoir une influence directe sur leur existence* ».

Enfin, le Titre I-6 rappelle que « *les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. Tout en construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue doit donc prendre en considération les utilisations possibles qui peuvent éventuellement en être faites* ».

par des tiers ». Or, ce certificat a été utilisé pour justifier le fait que les enfants soient confiés au père et ne voient plus leurs grands-parents maternels.

IV - CONCLUSION

Le respect des règles du code de Déontologie repose sur une réflexion éthique et une capacité de discernement, dans l'observance de ses grands principes. Dans ce cas, certaines formulations du certificat manquent de prudence et, de ce fait, sa divulgation à des tiers non psychologues a pu porter atteinte à l'intégrité de la vie psychique de ces enfants et de leur famille. En cela la psychologue a pu manquer de discernement dans l'évaluation des conséquences que cet écrit serait susceptible d'avoir sur chacun des membres de la famille.

Fait à Paris, le 15 Juin 2002

Pour la CNCDP

Le Président

Vincent ROGARD